

Le libertaire

Administration : HENRI DELECOURT
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10^e)
Chèque postal : Delecourt 691-12

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : GEORGES BASTIEN
123, rue Montmartre, Paris (2^e)

Etre anarchiste...

Le théâtre de l'Atelier s'honore actuellement en représentant une pièce de M. Bernard Zimmer intitulée : *Les Zouaves*. J'ai eu le plaisir d'en rendre compte dernièrement dans le *Libertaire*. J'ai formulé certaines réserves, qui n'enlèvent rien, du reste à l'intérêt que des gens épis de justice et de beauté, comme nous le sommes, sont obligés de lui témoigner.

Or, il s'est produit ce fait, c'est que la presse s'est montrée froide et parfois nettement hostile. Et chose curieuse, le *Libertaire* et *l'Action Française* ont été à peu près les seuls à vanter les mérites de cette œuvre vigoureuse. Voici ce qu'en écrit Lucien Duboch dans l'*Action Française* :

La plupart de nos confrères l'ont jugée anarchiste et ont émis cette opinion étonnante qu'elle sait les bases de l'ordre et de la société. Comment qualifier un pareil contre-sens ? C'est être anarchiste que prendre le parti des blessés de guerre contre les profiteurs ? La société née de la guerre, on va nous raconter que c'est l'ordre et la justice, on va nous demander de la défendre et de la vénérer ? O éternelle aberration des libéraux bien pensants ! Nous ne connaissons pas les opinions politiques de M. Zimmer, nous l'avons jugé sur la vigueur avec laquelle il mettait le fer rouge dans les parties pourries de la société et de l'Etat. Ce n'est jamais de ce côté qu'on aura peur de la vigueur ou de la violence. Si M. Zimmer fait depuis une mauvaise pièce, ou une pièce pernicieuse, nous le verrons, et nous le dirons. Mais s'il a tant fait crier aujourd'hui, c'est précisément qu'il a mis le doigt et appuyé sur des points sensibles. Il est étonnant que les mercantins et la police conjugués aient trouvé tant de vengeurs intéressés à leur cause.

Il y aurait bien des choses à dire sur le papier de Lucien Duboch, qui passe sous silence ce qui pourrait offusquer ses lecteurs et ne veut voir dans cette pièce qu'une attaque contre la société d'après-guerre. Moi, j'y vois une attaque contre la société tout court, celle des mercantins, des politiciens, des policiers et des soldats. Tout ce monde-là était donc si propre... avant-guerre ?

Mais je voudrais éclairer un peu la religion de M. Duboch, qui ne me semble connaître des anarchistes et des idées qu'ils défendent que ce qu'en écrit son patron, notre excellent ami Léon Daudet.

« C'est être anarchiste que prendre le parti des blessés de guerre contre les profiteurs ? »

« Eh oui !... c'est être anarchiste que de prendre le parti de toutes les victimes contre tous les bourreaux.

C'est être anarchiste que de démasquer tous les immondes gredins qui spéculent sur la souffrance d'une multitude servile, mais douloureuse.

C'est être anarchiste que de montrer aux victimes, à celles de la guerre, comme aux autres, la basse mentalité, les instincts crapuleux, la médiocrité intellectuelle des soi-disant patriotes, des pseudo-artistes, des larves grouillant dans l'ordre politique.

Et c'est surtout, être anarchiste, que de chercher à toute occasion, à dresser contre les bourreaux, les victimes, à insuffler aux voilés, aux exploités, aux blessés de toutes les guerres, cet esprit de révolte qui semble s'être envolé de la masse populaire et que nul, à part les anarchistes, ne cherche sérieusement à réveiller.

« Ah ! vous vous étonnez, monsieur Duboch, que « les mercantins et la police conjugués aient trouvé tant de vengeurs intéressés à leur cause ».

Peut-on pousser plus loin la naïveté ou l'insincérité ?

Voyons. Les mercantins ne sont-ils pas et ceux qui nous affaiblissent, et ceux qui actuellement nous gouvernent ?

Notre république démocratique et sociale n'est-elle pas la république des mercantins ? Les bavards du Palais-Bourbeux ne sont-ils pas les avocats des mercantins, rien que cela ?

Et la police n'est-elle pas sous tous les régimes, et sous toutes les latitudes destinée à assurer aux mercantins, toute sécurité dans la mise en coupe réglée, du grand nombre qui produisent, qui peine, qui se fait tuer à la guerre ou qui doit, s'il en revient, manifester sa fierté d'être imbécile en scandant sur ses béguiilles le rythme des strophes patriotiques ?

« Les Zouaves vont chantant ».

Les Zouaves !... Ils sont nombreux les Zouaves.

Il y a, les crapules et aussi, hélas ! les

inconscients qui sont parfois aussi féroces que les premiers. Ceux qui n'ont rien à défendre, ceux qui se laissent prendre aux boniments des charlatans du patriotisme, au mouvement de mention d'un Barrès, au « chiqué » d'un Hervey, au Don Quichottisme... prudent, d'un Léon Daudet.

Être anarchiste, c'est non seulement prendre le parti des victimes, c'est encore leur démontrer aux victimes, qu'elles sont elles aussi, des Zouaves, et qu'elles le resteront, tant qu'elles n'auront pas compris, qu'il y a autre chose à faire que de pleurer sur ses membres disparus, ou sur sa déchéance physique et morale.

Contre les faiseurs, les habilleurs, les voleurs, contre ceux qui battent monnayant dans le sang et la fange, contre les assassins et avec ceux qui sont désignés pour être les assassinés, pour la liberté, pour la vie, belle, normale, harmonieuse, les anarchistes mènent la cause d'au moins incontestables malfaisants.

Pierre MUALDES.

LE FAIT DU JOUR

Nous y serons

La Ligue Républicaine Nationale, autrement dit l'association fasciste française, organise une série de conférences dans les principales villes de France. Les vieux soldats, les politiciens de la Guerre du Droit, les assassins de Morhange, de Flirey, etc., vont aller vanter les bienfaits du nationalisme du traité de Versailles et de l'occupation de la Ruhr.

Naturellement ce courrage de « rônes intenses » aura le même caractère lapage que tout ce qu'organise le Bloc National décluant, et aura pour but d'entraîner les bourgeois apeurés dans les rangs des émeutes de Mussolini. Ah ! l'on assistera à un beau débordement d'apologie du crime, et les voix chamarées vont s'en donner à cœur joie contre l'idée révolutionnaire.

Mais voici un communiqué d'agence nous informe que la Ligue des Droits de l'Homme a envoyé au compère Millerand une lettre par laquelle elle informe l'ancien président de la république qu'elle a l'intention d'aller, « en toute courtoisie », porter la réplique aux thuriféraires de la guerre et de la matrone-reine.

Cette ligue demande même aux organisateurs réactionnaires de l'informer de l'en droit et du lieu de ces réunions.

Naturellement cette missive sera prise en considération. Mais qu'en résultera-t-il ?

Les politiciens millerandistes seront contrebalancés par les mêmes hommes qui jurent complices de toute leur politique de 1914 à 1923.

Que pourront bien dire les « lieux » ? Qu'ils sont, comme les nationalistes, soucieux des intérêts de la Patrie, qu'ils condamnent, comme eux, les menées révolutionnaires. Alors pourquoi cette comédie ?

« Eh ! parbleu, pour en imposer à la masse des suivreurs du bloc des gauches. Seulement il y a une chose que ni les séides de Castelnau, ni les gens d'Herriot n'ont prévue : c'est la contradiction anarchiste.

En effet, nous avons décidé de porter partout ou les assassins de la Guerre de Civilisation devant la parole libertaire. Nous avons résolu d'aller en tous les lieux où les politiciens organiseront une réunion démasquer les imposteurs criminels qui osent encore se réclamer du Peuple qu'ils veulent saigner une nouvelle fois.

Nous serons là, messieurs ; ne nous en déplaît ! Et nous dénoncerons vos crimes, nous dévoilerons vos vies monstres !

Déjà hier soir à la Salle Japy, les anarchistes allèrent crier leur horreur et leur haine des fantoches dégoulinant de sang.

Demain, partout nous serons dressés face aux tristes individus qui voudraient implanter en France un régime de terreur ; nous dresserons un acte d'accusation en règle contre ces malfaiteurs publics, qu'ils soient de la Ligue Millerand ou de la Ligue d'Herriot !

Et le Peuple saura où sont ses vrais amis.

Car nous parlerons, quoi que vous fassiez !

Et si vous employez la violence, alors, nous saurons utiliser les mêmes armes !

Suicide au téléphone

D'aucuns cherchent à présent l'isolement de la cabine téléphonique pour mettre fin à leurs jours. Au lieu de se mettre en relation avec l'humanité en demandant une communication, ils se décrochent d'elle, si l'on peut dire, dans un excès stupide de désespoir.

Lucien Caffreux, 123, avenue Jean-Jaurès, s'est suicidé dans la cabine téléphonique d'un débit, avenue d'Orléans, en se tirant une balle dans la tempe...

Les Zouaves vont chantant ».

Les Zouaves !... Ils sont nombreux les Zouaves.

Il y a, les crapules et aussi, hélas ! les

LA GRÈVE SYNDICALISTE DE LONDRES

Musées, Parlement, Palais dans le froid et dans le noir

La grève des ouvriers chauffeurs, mécaniciens, électriques, etc., employés dans les palais, les musées et au Parlement de Londres, bat son plein.

Sa caractéristique est d'être strictement syndicaliste.

A leur tour, les 35 ouvriers qui assurent l'éclairage et le chauffage au palais de Buckingham, ont abandonné le travail. On a bien essayé de faire assurer leur service par des volontaires, mais les résultats obtenus jusqu'ici ont été absolument nuls.

Il fait si froid au British Museum, aux musées Victoria et Kensington, que les longues galeries sont presque désertes et, à partir de trois heures, elles sont d'ailleurs complètement obscures, l'éclairage électrique que faisant défaut.

De nombreux grévistes stationnent aux portes de Westminster, du palais de Buckingham et des musées afin de s'opposer à toute tentative de « jaunes » pour prendre leur place. Les dirigeants du mouvement déclarent que les grévistes ne reprendront le travail que si l'ouvrier qui avait été récemment expulsé de leur syndicat pour des actes antisyndicaux, est mis à pied au moins pour trois mois.

→ → →

Première grève

Shanghai, 27 janvier. — Obligés de risquer leur vie pour transporter des troupe sous un feu violent, les mécaniciens et chauffeurs des chemins de fer Shanghai-Nankin se sont mis en grève. Les autres employés de ces chemins de fer ont suivi leurs camarades.

Dans l'histoire de la Chine moderne, c'est la première fois que l'on assiste à une grève industrielle.

→ → →

La force d'un journal

Un journal libre n'est fort et puissant que si ses amis et ses lecteurs se groupent autour de lui en s'abonnant.

Un abonnement, c'est peu pour chacun d'entre vous. Une action, c'est peu pour un groupe ou pour quelques camarades conscients.

Pour nous, c'est l'assurance de notre vie, de notre indépendance, de notre diffusion.

Liste des Souscripteurs au 2^e emprunt du « Libertaire quotidien »

	ACTIONS FRANÇAISE
2 copains du groupe de Fontainebleau.	1 50
POLET Georges (Fontainebleau).	1 50
WILLY Gasser, St-Imier (Suisse).	1 50
Mile MONTAZAUD (Paris).	1 50
CROSET, Thiais (Seine).	1 50
MEYER Paul (Paris).	1 50
E... (Paris).	1 50
RICHEBOURG (Reims).	1 50
BEAUDENON, Milleroy (Loiret).	1 50
BERRY (Paris).	1 50
DERLEZ (Lyon).	1 50
PUECH Xavier, au Grand Bosquet, par Aimargues (Gard).	1 50
PASTOUREL Angèle St-Etienne.	1 50
FAIVRE Paul (Montréal).	1 50
D. G. BOLLEY, Genève (Suisse).	1 50
ROUAULT Eug. (Versailles).	1 50
NICOLET (La Rochelle).	1 50
LAURENT (Romainville).	1 50
Groupe régional des Bezons.	1 50
OLLIVON (Puteaux).	1 50
Mme CODEX (Paris 11 ^e).	1 50
AURAY, Courraud-Domérat (Allier).	1 50
SCHMIDT Otto (Zurich).	1 50
DELARbre Henri (Calonne-Liévin).	1 50
E. NOUSILLET (Acquigny).	1 50
DOSPITAL (Issy-les-Moulineaux).	1 50
R. G., au Grand-Bennis, Ygrande.	1 50
Total de cette liste.....	27 1.350
Total des listes précédentes	243 12.150
Total général	270 13.500

Germinal !

C'est un mot, un livre, un geste. Ce fut la dernière parole d'Angiolillo, Santillan, Gil, Montejo et Llacer la répétèrent, avant que le garrot infame n'étoffât leur jeune existence, tandis que Pablo Martin, en un geste audacieux, réussissait à se jeter du haut de la fortresse pour aller s'écraser sur le pavé de la rue.

Les révolutionnaires espagnols payèrent de leur vie le rêve sublime de vouloir libérer le prolétariat victime de la dictature militaire de Primo de Rivera.

Les nouveaux Pisacane marchèrent courageusement sans envisager, bien entendu, les conséquences douloureuses auxquelles les exposait leur geste vraiment héroïque et

Alphonse XIII démasqué, l'immonde figure morale du roi d'Espagne, a fait trembler son trône. En France, cependant, la presse stipendiée n'a pas manqué de refaire, à tant l'article, une certaine virginité à la monarchie espagnole en présentant son souverain comme un grand ami de la France... républicaine ; mais désormais le monde civilisé est obligé d'apprécier à sa juste valeur le personnage.

Pour Alphonse c'est comme une bataille perdue.

Encore une couronne qui s'en ira... entraînant avec elle un flot de larmes prolétariennes, une vague de furieuse indignation.

Que le bourreau continue son infame besogne. Bientôt le peuple espagnol, victime depuis des ans — que dis-je, depuis des siècles — des tortures du Saint-Office, ne manquera pas de se dresser comme un seul homme. Et alors *Germinal* triomphera.

Que la presse bourgeoise comme la presse démocratique continue à se régaler des horreurs d'Espagne, d'Italie, d'Amérique, etc... Le prolétariat a déjà compris.

Germinal victorieux donnera justice et liberté.

VIOLA.

P. S. — Prochainement paraîtra par les soins des camarades espagnols une splendide brochure qui jettera un faisceau de lumière sur la louche et abominable trahison de Barcelone.

Le Bourbon qui, pour le malheur des Espagnols, règne en Espagne, n'a pas trouvé de meilleur défenseur parmi ses sujets que le grotesque Joseph Charrier, dont nous avons parlé l'autre jour.

Mais voici que, comme une

liseraient pas et que vous pourriez immédiatement envoyer vos troupes du Sud-Ouest à la frontière de l'Est.

Alphonse XIII, en formulant de pareilles assurances qui, évidemment, tendaient à le mettre à couvert de tout soupçon ultérieur, faisait un marchandage malpropre et il vendait une situation qui ne dépendait pas de lui. Il s'empêtrait des faits inévitables pour montrer une fausse amitié à la nation voisine, sans se soucier le moins du monde qu'avant ou sans son assentiment l'Espagne resterait neutre, car le peuple entier repoussait l'idée de la guerre, le souvenir de la défaite, des sacrifices et des misères éprouvées à Cuba et aux Philippines démentant trop vivants. Les horreurs de la « Grande Guerre » apparaissaient trop rapidement aux Espagnols pour qu'ils ne voulussent pas la paix avec un entêtement farouche.

Aucun gouvernement n'aurait pu les sortir de leur neutralité et décréter la mobilisation.

Et c'est pour cette raison que le cabinet de droite germanophile et celui de gauche parisien des Alliés faisaient comme première manifestation le serment de respecter cette neutralité. Donc, Alphonse XIII menait en voulant présenter l'attitude du peuple espagnol comme un reflet de la sienne.

En face de ces affirmations dépourvues de toute sincérité et qui ne peuvent tromper personne, encore moins un diplomate avisé comme M. Poincaré, il existe des faits qui détruisent les belles promesses d'Alphonse XIII, auxquelles M. Poincaré ne fait aucune allusion.

Pourtant, nous voudrions que l'ex-Président, pour compléter sa plaideoirie, donnât un démenti catégorique aux faits suivants :

Les sous-marins allemands avaient, pendant la guerre, des bases d'opérations dans les côtes espagnoles, où ils se ravitaillaient en combustibles et provisions et où ils se réfugiaient en cas de danger.

De nombreux navires alliés ont été coulés par ces sous-marins dans les eaux espagnoles.

Pour favoriser le soulèvement des tribus du Maroc français, une contrebande d'armes était organisée à travers la zone espagnole, et des officiers du roi protégeaient les convois.

Un formidable service d'espionnage, dont les barons Koenig et Rolland étaient les chefs, fonctionnait en Espagne, pendant toute la durée de la guerre.

Les bureaux de la propagande allemande ont organisé des fêtes et cérémonies de toutes sortes, afin d'obtenir des fonds pour les combattants germaniques.

Nous ne croyons pas que M. Poincaré puisse mettre en doute ces quelques faits du domaine public choisis au hasard.

Si Alphonse XIII avait voulu servir la France, il lui eût été facile de mettre fin à ces abus qui révèlent une façon spéciale de concevoir la neutralité. Il aurait eu avec lui tous les éléments sains du pays.

Mais il n'en a rien fait, car il était complice.

Ainsi, quand en 1917, le gouvernement espagnol, lassé des exploits de l'Allemagne et aussi sous la pression des Alliés, envoie une note de protestation au gouvernement du Reich, l'ambassadeur à Berlin renoue de la transmettre à Guillaume II, sous prétexte de ne pas peiner celui-ci. Le gouvernement présente alors au roi un décret destituant l'ambassadeur germanophile de ses fonctions, mais Alphonse XIII refuse de le signer, se soldarant ainsi avec l'ambassadeur défaillant.

Voilà donc, monsieur Poincaré, les véritables sentiments du roi que vous osez défendre.

Et sachez bien que si votre gouvernement a remercié le roi espagnol pour son intervention en faveur des prisonniers français, le gouvernement du Kaiser a, lui aussi, félicité Alphonse XIII pour son intervention efficace en faveur des prisonniers allemands. Il n'est donc guère logique de voir la une sympathie particulière pour la France, surtout quand on connaît les dessous de cette entreprise de fausse philanthropie montée pour émerveiller les âmes simples.

Nous eussions préféré que le « charitable Alphonse » appliquât ses bonnes intentions à empêcher l'action meurtrière des sous-marins dans les côtes espagnoles. Nous attendrons longtemps votre réponse, n'est-ce pas, monsieur Poincaré ?

WILKENS.

Fédération du Nord et du Pas-de-Calais

A Vicq, le mardi 27 janvier, les domestiques du ministère des Finances devaient opérer la vente du mobilier de notre camarade, mutilé de guerre et père de trois enfants, Jospin Adolphe. Le copain, qui a du cran et de la volonté tenace, avait décidé de résister énergiquement à l'infamie imposé sur les salaires. Il fut aidé dans sa résistance par les organisations syndicales. De notre côté, la Fédération distribua notamment un tract qui fit sensation.

En présence d'une nombreuse assistance, composée en majeure partie d'ouvriers métallurgistes, Meurant fit entendre le son de cloche révolutionnaire des libertaires de la région et souligna le parallèle entre les brimades de l'autorité préfectorale aux ordres des consortiums, des comités métallurgistes et des compagnies minières, dirigées contre les seuls salariés, et le talon de fer des dollaristes américains dans l'affaire Sacco-Vanzetti. Il montra que la fausse démocratie teintée de rose socialiste ne vaut pas mieux que la monarchie ou l'empire et termina par un appel en faveur des victimes de la répression en manifestant sur les noms de Sacco et Vanzetti.

Après lui, le délégué de la Fédération Unitaire des Métiers exhorte la population à la résistance et même, s'il le faut, par l'action illégale et révolutionnaire des masses. Son exposé fut la confirmation de ce qui fut fait par notre délégué.

Toute la journée, les vaillants camarades ont manifesté leur haine du régime actuel. Ce fut d'un bel entraînement. Quand les pandores passeront à proximité, il furent salués au chant de « Révolution » et aux cris de : « A bas l'Impôt sur les salaires ! »

Continuons notre besogne et rapprochons-nous toujours des travailleurs en révolte contre la bourgeoisie rapace.

Pour la Fédération du Nord et du Pas-de-Calais : Charles DUSSART.

Tous dimanche, 1er février, à Lille ! Rendez-vous de 14 h. 30 à 15 heures, Grand-Place (près de la « Déesse »).

Gh. D.

A propos de la rentrée des bagnards en France

Certains camarades, s'ils ne sont pleinement satisfaits, ont tout de même éprouvé une certaine joie, à la lecture des projets ministériels, concernant le transfert des prisonniers civils et militaires en France.

Pour mon compte personnel, et cela par expérience, je ne vois dans cette tactique habile de politiciens, un simple dérivation mettant entrave à la campagne entreprise contre l'institution la plus scélérate du militarisme, n'existant dans toute sa férocité que dans notre deux pays de France.

Pour cela, je n'ai qu'à me rappeler l'époque de 1910, à laquelle furent supprimées les « compagnies de discipline ». Je me souviens de cette joie profonde de notre rentrée en France, qui n'eût d'égal que l'illusion sombre et bientôt devant la triste réalité. En effet, cette réforme indenitique à celle qui nous intéressait en ce moment, n'était, au fond, qu'une aggravation monstrueuse de notre peine.

Les « sections spéciales », avec le droit au port des moustaches sous la nouvelle tenue d'infanterie, agrémentée du liseré blanc, n'eût d'autres résultats que de faire sombrer beaucoup de camarades dans un profond désespoir dont l'aboutissement fatal était le conseil de guerre ou l'hôpital par mutilation volontaire. Les chaouks des prisons militaires de Marseille et de Bordeaux doivent s'en souvenir, ainsi que le docteur de l'hôpital de Bastia, s'il détient toujours le plein bocal de doigts qu'il avait mis en conserve, en tenant compte de tous les yeux perdus en y introduisant du pus provenant de châud-pisse.

Mais le coup le plus terrible nous fut porté dans le courant de 1912, sous la forme d'un simple décret, qui dans sa simplicité, condamnait un grand nombre d'entre-nous au bagne perpétuel, et ce qui certainement est un comble, sans devoir passer devant aucun tribunal ni conseil de guerre.

Il faut savoir que de tout temps en Algérie, et jusqu'à cette date, le disciplinaire puni de prison, contraint de suivre l'ignoble supplice de la pelote, et voyant malgré sa meilleure volonté sa peine s'allonger indéfiniment, avait toujours la ressource extrême de jouer le conseil de guerre dans les meilleures conditions possibles. C'était malgré tout une vraie planche de salut, car sa peine terminée, ses anciennes punitions ne comptant plus, il pouvait avoir de la volonté et surtout beaucoup de chance, avoir la bonne fortune de s'en sortir. Et c'est ce que ce maudit décret ne permet plus en spécifiant rigoureusement, que dans aucun cas il ne serait possible au malheureux camisard, d'obtenir sa feuille de route, sans avoir accompli intégralement ses punitions en cours.

Toujours et sans relâche, à bas Biribi !

P. CELTON.

SOUSCRIRE ET FAIRE SOUSCRIRE

Un livre écrit pendant la guerre par un réfractaire. La plus violente, la plus précise, la plus impitoyable, la plus complète analyse de l'idée de Patrie. La France sous le scalpel d'un anarchiste, dans :

A nous deux, Patrie !

par André Colomer

Beau volume de 400 pages vendu au prix de huit francs pour les souscripteurs (franco de port).

Tous ceux que hantent les visions d'horreur de la Grande Tueries, tous ceux qui ne se contentent pas de l'antimilitarisme théorique mais veulent connaître toutes les raisons de l'antipatriotisme actif, tous les anarchistes voudront lire : « A nous deux, Patrie ! » Ils sousseront et feront sousscrire immédiatement pour sa parution prochaine.

Adresser les souscriptions à l'auteur, André Colomer, 259, rue de Charenton, Paris (12^e), en se servant du chèque postal : ANDRÉ COLOMER, 724-45, Paris.

On refuse de marcher

En Hollande, le manifeste suivant pour refus de marcher vient de paraître, signé par des propagandistes révolutionnaires, des ministres protestants, des catholiques, des instituteurs et institutrices, des étudiants, des ex-officiers, des socialistes-démocrates, des ouvriers de toutes catégories, beaucoup de jeunes, etc...

En 1915, la Hollande a connu un véritable manifeste, et le refus de servir militairement était pratiqué ensuite par un millier de jeunes gens, mais le manifeste actuel des signataires, parmi beaucoup plus de catégories, et, tandis qu'en 1915 le manifeste fut poursuivi sévèrement, en ce moment-ci les juges se taisent, quoique le nouveau manifeste ait été répandu à 100 000 exemplaires, avec 650 signatures.

Voici le texte :

« Nous, hommes et femmes, antimilitaristes, nous voyons avec joie que parmi nous, disant conscris la tendance est croissante pour former des « classes de paix », et que le nombre de ceux qui refusent de devenir soldat s'accroît lentement, mais sûrement.

« Nous nous sentons pressés de choisir ouvertement le côté des réfractaires.

« Nous déclarons, pour autant que nous serions jamais obligés au travail militaire direct ou indirect, d'être résolus fermement à refuser un tel « service », non seulement dans des casernes, tranchées, navires de guerre, avions, mais encore dans les usines de munitions, fabriques, transports, — somme toute, de ne faire aucun travail qui concerne la guerre ou la préparation de guerre.

« Nous avons l'intention de prévenir également par ce manifeste une mobilisation éventuelle de forces guerrières.

« Nous incitons tous ceux qui veulent combattre pour la paix, de se mobiliser immédiatement avec nous contre la guerre et d'empêcher, par des actes, la guerre, quand celle-ci menace d'éclater. »

Pour la Fédération du Nord et du Pas-de-Calais : Charles DUSSART.

Gh. D.

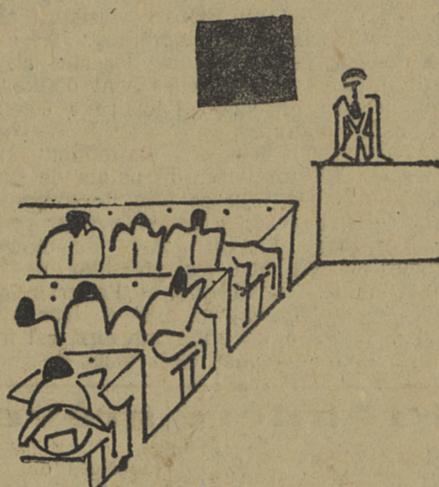
CUMINET citoyen français

Dès qu'il apparut sur cette terre, Ferdinand Cuminet ressentit aussitôt les innombrables biens de la société : immédiatement catalogué à l'inventaire du cheptel humain na-



tional (état-civil) il eut alors un nom — avec la manière de s'en servir — et la douce perspective d'avoir plus tard le droit de payer l'impôt et l'honneur de servir sous les drapeaux

A l'école il eut la joie d'apprendre l'orthographe : petite salade de règles fort bien imaginées quoique inexplicables ; et put



constater en apprenant l'histoire de France qu'il n'y a pas que des anarchistes qui font l'apologie du crime.

A vingt ans, on s'ingénia, par des méthodes aussi douces qu'intelligentes, à lui



apprendre le métier de boucher et celui d'abrut.

Ainsi comblé de biens, Cuminet poussa l'ingratitudine jusqu'à prétendre certain jour « que tout n'était peut-être pas si bien que ça. »



Convaincu d'intelligence avec l'ennemi, d'excitations de militaires à la désobéissance, d'attentat aux meurs, et d'une quinzaine de crimes et délits secondaires, il connaît la douleur des harcèlements et celle d'une société qui poussa la mansuétude jusqu'à le prévenir contre la crise du logement pendant quelques années.

Quand il fut sorti, on lui refusa tout travail, probablement de peur qu'il ne se fatiguer, et Cuminet fut bien obligé de reconnaître qu'on lui laissait au moins une liberté : celle de crever !



Le Théâtre et le Peuple

Nous apprenons avec plaisir que le

Réveil, la pièce d'actualité en 3 actes de

Léo Poldès sur la Russie des Soviets et le

militarisme rouge, créée par Germaine Dermoz, va être jouée à Paris, dans la banlieue et dans les départements. La tournée

Le Brazal informe les municipalités, les syndicats et toutes les organisations, désireux de

représenter cette pièce dans leurs fêtes, qu'elle tient ce spectacle tout monté à leur disposition.

Il Pour tous renseignements, s'adresser au secrétariat du Faubourg, 38, rue de Moscou. Central 34-22.

Nous avons l'intention de prévenir également par ce manifeste une mobilisation éventuelle de forces guerrières.

« Nous incitons tous ceux qui veulent combattre pour la paix, de se mobiliser immédiatement avec nous contre la guerre et d'empêcher, par des actes, la guerre, quand celle-ci menace d'éclater. »

Il Pour tous renseignements, s'adresser au secrétariat du Faubourg, 38, rue de Moscou. Central 34-22.

Les martyrs du rail

AFFREUX SOUVENIR DE TARASCON

Nous bloquons les freins, le train entre, à faible allure, dans cette petite gare du Midi.

Une jolie petite fille était là sur le quai, un panier à la main : « bonjour papa ! bonjour papa ! » Mon compagnon, qui était de Tarascon, reconnaît sa fillette de douze printemps qui était venue lui apporter son casse-croûte.

La petite lui sauta au cou et sa petite joue blanche s'appuya un moment contre la gueule noire de mon camarade.

Tarascon ! dix minutes d'arrêt ! criaient les employés. Sauve-toi, petite, je repars !

Nous quittions la gare, voici un passage à niveau qui traverse une rue de la ville. Quel est cette enfant qui court en agitant le bras ? C'est la fillette du camarade chauffeur... Au revoir papa ! Au revoir papa !

Il étend les bras épéardant. Il a vu, l'autant, lui ! mais la petite imprudente ne l'a pas vue ! elle traverse la rue et est écrasée ! Nous voyons les gens qui courrent... nous voyons... plus rien, le train est passé !

Sur la joue noire de mon copain, une grosse larme dessine une ligne blanche ! Il doit rester à son poste ! le train file... Un voyageur, lui, aurait eu le droit de se servir du signal d'alarme, de faire arrêter le train pour courir au secours de son enfant ! Mon camarade, non !

Maurice BEAUDIMENT.

P. S. — Ce récit, est un récit vécu.

L'Apôtre

Dimanche dernier, l'ex-ministre des Pensions, Maginot venait à Angers, présider réunion et banquet des associations patriotiques de mutilés. Connaissant le jeu de balance électoral et le peu de stabilité des gouvernements, il espère se faire rebombardier ministre le jour où l'actuelle opposition parlementaire redeviendra majorité ; l'avantageux gâteau a, sans doute, le goût de revanche-y » et les bombes chez Maxim's, coûtent tellement cher ! En attendant il soigne sa popularité auprès des mutilés gobeurs. Eux, probablement, ne se souviennent pas, en l'entendant, aujourd'hui gueuler, qu'il faut revendiquer énergiquement, qu'il oublie toutes ses promesses une fois assis au banc ministériel. Il invoquait, ne vous rappelez-vous pas ? la pauvreté du trésor de la France ; il affirmait ses bonnes intentions et la reconnaissance de la nation envers les victimes de la guerre, mais les suppliait de rester sages pour ne pas créer d'

A travers le Monde

ALLEMAGNE

LA CRISE MINISTERIELLE PRUSSIENNE

Berlin, 28 janvier. — Les pourparlers pour la constitution du nouveau cabinet prussien ne commenceront que demain.

C'est le centre qui tient la clé de la situation. Si le parti catholique persiste à former une coalition avec les démocrates et les social-démocrates, le ministre président n'obtiendra pas, au Landtag, la majorité exigée par la Constitution.

Il s'ensuivra une nouvelle crise parlementaire que l'on ne pourra résoudre que par la dissolution du Parlement prussien.

Dans les milieux politiques, on envisage déjà sérieusement cette éventualité.

BAGARRE ENTRE COMMUNISTES ET REPUBLICAINS

Berlin, 28 janvier. — A l'issue d'une manifestation social-démocrate, une violente bagarre s'est produite dans un quartier du sud-ouest de Berlin, entre communistes et membres de la « Bannière du Reich noir, rouge-or ».

Six républicains ont été plus ou moins grièvement blessés.

NORVÈGE

UN TREMBLEMENT DE TERRE

Oslo, 28 janvier. — Des secousses sismiques ont été ressenties la nuit dernière dans la vallée de Numedal. Le séisme, qui fut de courte durée, n'a occasionné aucun dégât.

BELGIQUE

LA PROCHIENE DISSOLUTION DES CHAMBRES

Bruxelles, 28 janvier. — Les Chambres belges seront dissoutes en mars prochain. Telle est la décision qui a été prise par les membres du gouvernement.

On pense que la question des traitements sera réglée dans deux semaines. Les Chambres se sépareront ensuite après avoir expédié les affaires courantes.

LA RETRAITE DE M. THEUNIS

M. Theunis a confirmé sa décision de prendre sa retraite comme membre du gouvernement, au lendemain des élections.

ITALIE

LA TERREUR FASCISTE S'EXERCÉE CONTRE LES CURE

Milan, 28 janvier. — Le « Popolo d'Italia », journal fasciste, souligne que, depuis quelque temps, surtout depuis que la discussion de la réforme électorale fait entrevoir l'éventualité des prochaines élections, on constate un renouveau d'activité dans les presbytères.

Ce journal commente ainsi ces faits :

« Les fascistes respectent les prérogatives de la Religion et de ses ministres. Ils observent le plus grand respect pour l'Eglise et pour ses manifestations. Le gouvernement fasciste en donne des preuves tangibles.

« Toutefois, on ne peut demander aux fascistes un égal respect pour ces faux prêtres — faux en tant qu'ils désobéissent aux directives du Saint Siège — qui participeraient d'une manière active et acharnée à la lutte politique.

« On ne doit pas faire des presbytères des successeurs des comités électoraux. On doit pas se servir du prestige de l'action catholique pour combattre le fascisme.

« Les prêtres ont, dans leur ministère, la possibilité de faire le bien et de remplir un haut devoir et il serait déplorable que l'autorité, le prestige dont ils jouissent, soient mis au service d'intérêts qui, bien souvent, ne sont même pas des intérêts politiques. »

Mais si ces mêmes curés font de la politique fasciste, alors Mussolini trouve excellente et légale leur activité...

L'ATTITUDE DU PARTI POPULAIRE

Rome, 28 janvier. — Le Conseil national du Parti Populaire italien a envoyé aux membres de ce parti un manifeste précisant son attitude dans la situation actuelle. Le manifeste constate qu'après l'avènement du fascisme au gouvernement, les divergences existant entre la conception populaire et la conception fasciste s'accroissent.

Le manifeste expose ainsi les principaux points de son programme :

Rétablir dans l'esprit et dans la forme la Constitution en abolissant toute milice de parti ; en restituant toutes les libertés politiques et syndicales, particulièrement les libertés de la presse, des réunions ; rendre son efficacité et sa valeur au système ré-

présentatif en assurant le plein fonctionnement du Parlement et en abolissant les pleins pouvoirs exercés au moyen des décrets-lois ; sincérité et justice dans la consultation électorale avec une absolue garantie d'une atmosphère de liberté ; réstitution de la confiance de la conscience publique dans la magistrature, qui doit développer en pleine liberté sa haute fonction, consistant à défendre le droit et à rechercher les responsabilités au regard de tous les citoyens ; garantir la justice de l'administration au-dessus de tous les partis en rendant impossibles les actes arbitraires et en assurant l'indépendance des fonctionnaires.

Avant d'édifier des programmes, le Parti Populaire ferait mieux d'inciter ses partisans à l'action contre le fascisme. Mais il s'en gardera bien. L'abstentionnisme du Mont-Aventin suffit à ces politiciens.

SUISSE

DEUX PERSONNES BRULEES VIVES

Berne, 28 janvier. — Un grand incendie a éclaté à Tönen dans l'ancienne gare. Un bâtiment a été détruit. Un locataire s'est tué en sautant par la fenêtre, et sa femme a été brûlée vive en descendant l'escalier qui s'est effondré.

TURQUIE

LE PASSAGE DE LA FLOTTE WRANGEL DANS LES DÉTROITS

Constantinople, 28 janvier. — L'agence de presse d'Anatolie publie un communiqué officiel déclarant que contrairement au bruit qui avait couru, la Turquie ne s'opposera pas au passage éventuel d'unités de la flotte Wrangel se rendant dans la Mer Noire.

ETATS-UNIS

UNE VAGUE DE FROID

New-York, 28 janvier. — Une vague de froid a succédé à la tempête de neige qui a sévi ces jours derniers sur l'Etat de New-York.

A New-York même, la température est descendue à 35 degrés Fahrenheit au-dessous de zéro.

Plusieurs personnes sont mortes de congestion.

ANGLETERRE

DEUX AVIATEURS BLESSÉS

Londres, 28 janvier. — Un avion militaire a dû atterrir brusquement par suite d'une panne de moteur, dans un bois situé près de Terlington.

Les deux occupants de l'appareil ont été légèrement blessés.

CHINE

CHI SHIEH YUAN SE REFUGIE A BORD D'UN NAVIRE JAPONAIS

Londres, 28 janvier. — On apprend de Shanghai que le général Chi Shieh Yuan, ancien gouverneur du Kiang Sou et dont les troupes ont été battues par celles de Li Yung Siang, s'est réfugié avec sa famille à bord d'un navire de guerre japonais.

« Toutefois, on ne peut demander aux fascistes un égal respect pour ces faux prêtres — faux en tant qu'ils désobéissent aux directives du Saint Siège — qui participeraient d'une manière active et acharnée à la lutte politique.

« On ne doit pas faire des presbytères des successeurs des comités électoraux. On doit pas se servir du prestige de l'action catholique pour combattre le fascisme.

« Les prêtres ont, dans leur ministère, la possibilité de faire le bien et de remplir un haut devoir et il serait déplorable que l'autorité, le prestige dont ils jouissent, soient mis au service d'intérêts qui, bien souvent, ne sont même pas des intérêts politiques. »

Mais si ces mêmes curés font de la politique fasciste, alors Mussolini trouve excellente et légale leur activité...

L'ATTITUDE DU PARTI POPULAIRE

Rome, 28 janvier. — Le Conseil national du Parti Populaire italien a envoyé aux membres de ce parti un manifeste précisant son attitude dans la situation actuelle. Le manifeste constate qu'après l'avènement du fascisme au gouvernement, les divergences existant entre la conception populaire et la conception fasciste s'accroissent.

Le manifeste expose ainsi les principaux points de son programme :

Rétablir dans l'esprit et dans la forme la Constitution en abolissant toute milice de parti ; en restituant toutes les libertés politiques et syndicales, particulièrement les libertés de la presse, des réunions ; rendre son efficacité et sa valeur au système ré-

Chez les faiseurs de lois

En peu de lignes...

LES DETTES ET LE VATICAN

Présidée par Bouyssou, toute la séance du matin a été prise par un discours de Louis Dubois sur les dettes intercalées. C'est long, lourd et documenté.

Écoutez, pour mémoire, cette valse d'or en balade, que chacun des états capitalistes voudrait bien voir dans ses coffres : « Vis-à-vis des Etats-Unis dit-il, nous avons deux dettes, une d'ordre moral pour leur intervention à nos côtés dans la guerre du droit, et une d'ordre matériel, dette politique.

« Celle-ci, capital et intérêts, s'élève à 353 millions de dollars, ou 14 milliards 332 millions de marks or.

« Vis-à-vis de la Grande-Bretagne, la situation est toute différente, car, depuis le début de la guerre, nous ne faisons qu'un avec elle : ici, le montant de nos emprunts s'élève à 445.218 millions de livres, soit 9 milliards 60 millions de marks or, et, avec les intérêts, 12 milliards 540 millions de marks or.

« Dans leur ensemble, le chiffre de nos dettes représente donc 26 milliards 872 millions de marks or.

« Parmi ces dettes, l'une présente un intérêt spécial, celle qui a été contractée le 24 août 1916, en vertu de l'accord de Calais, par lequel le gouvernement français remettait à l'Angleterre 1 milliard 337 millions de francs or métal, soit 1 milliard 70 millions de marks or, en échange de crédits d'une valeur triple.

Il est surprenant que la trésorerie anglaise puisse prétendre que cet or est définitivement acquis à la Grande-Bretagne : il appartient, en effet, non à l'Etat français, mais à la Banque de France, et les termes de l'accord ne laissent subsister aucun doute sur le caractère de l'opération.

« Une fois remboursées les 150 millions de livres que nous prétait l'Angleterre, nous, nous étions en droit de lui réclamer l'or que nous lui prêtons à elle-même, en vertu de l'accord.

« Les deux Etats, poursuit l'orateur, prévoient, en fait, la mise en commun de toutes leurs ressources financières pourachever la guerre. »

Et dire qu'il faut entendre ça, du haut d'une tribune : « Acheter la guerre », continuer la tuerie, ils en ont eu si plein la bouche qu'ils en parlent encore les salades ! Loucheur interrompt, puis la séance est levée.

A trois heures on ouvre de nouveau la sale toite. Bouisson représide.

On continue sur les affaires étrangères. On revient, avec Fould, à la question de l'ambassade du Vatican.

Herriot prend la mouche et défend l'attitude laïque de Sarrail en Syrie.

Briand ressort de sa boîte, où dernièrement il avait laissé toute espérance, pour prononcer le couplet suivant :

« En tout cas, la signature que j'ai donnée, au nom du gouvernement français, est l'acte de ma carrière politique auquel l'attache le plus haut prix. Ceux qui pouvaient croire que le côté idéaliste n'était quelque peu fait perdre de vue le point de vue pratique auraient tort de persister dans cette approche. »

« A côté de notre travail en séance publique, se pouvait aussi celui du conseil de la Société des Nations sur le problème des investigations. Aucun travail ne pouvait être plus utile à la France. C'est par l'internationalisme des peuples que se fera la paix. Entre cette conception et celle de la force révolutionnaire, il faut choisir. »

Au centre, on trépigne. Mais Edouard est en forme. Il riposte par un discours massif dont la péroration enlève à Aristide, une fois de plus, tout espoir de le détrôner. Il chante, à la manière d'un Lamartine lyonnais, la Paix Universelle, et ça porte, et ça rend. D'aucuns, emballés, réclament l'affiche.

Au fond, ce qui s'affiche, dans tous ces discours de farceurs publics, c'est un singulier mépris des réalités, et une offre continue de viande creuse qui ne nourrit pas le peuple. On demande quelques mots bien sentis sur les loyers et le pain cher... Mais, hélas, ce ne sont encore que des mots !...

Et maintenant la sécheresse décime Tokio

GATASTROPHES SUR GATASTROPHES

Au Palais

CONDAMNATION DE MAURICE BERTHIER

Notre camarade Maurice Berthier, qui avait été arrêté pour distribution de tracts, d'une manière particulièrement brutale et arbitraire, vient de passer devant la quinzième chambre correctionnelle, aujourd'hui même.

Avec courage et d'une manière très catégorique, il a revendiqué toute la responsabilité de son action et de sa propagande libertaire.

Les juges lui ont infligé quinze jours de prison.

Il est odieux de voir que la justice, comme toujours, s'oppose de toutes ses forces à la diffusion des idées de vérité et de justice, et que les militants ne trouvent pas grâce devant elle.

Pauvre Japon !

Alors, perdant toute réflexion, au lieu de s'enfuir, Jacques pénètre de nouveau chez la vieille. Il la prit à bras le corps et la posa sur le lit, où il essaya de la bâillonner. Tout à coup il ressentit un violent coup à la nuque et roula à terre assommé, pendant qu'un homme le roula de coups de trique.

C'était le consommateur qui, entendant les cris s'était douté d'où ils provenaient et qui, empoignant un gourdin, était descendu en toute hâte porter secours à la vieille.

Lorsque Jacques fut bien assommé, l'homme le prit par le col et le traîna au commissariat.

Là encore il fut copieusement rossé par les flics, qui se vengeaient sur lui de n'avoir pas pu, l'après-midi, cogner sur des manifestants restés calmes malgré leurs provocations.

Deux mois après il comparut en cours d'assises où il fut condamné à mort pour violation de domicile, vol et tentative d'assassinat.

Comme il était récidiviste, le président de la république refusa sa grâce.

Hier matin, je lisais la note suivante dans les journaux :

« UNE EXECUTION. — Ce matin, au petit jour, on a guillotiné Jacques Dartal,

En peu de lignes...

Accidents de la rue

Boulevard de l'Hôpital, Mine Sidonie Béroule, 34 ans, a été renversée hier soir par une auto. Grièvement blessée, elle a été admise à la Pitié.

M. Edouard Doyenval, 82 ans, qui quittait son domicile, 108, rue du Cherche-Midi, a été renversé par une auto qui s'est enfuie. Grièvement blessé, il a été admis à la Laennec.

Un dock pour hydravion

Lorient, 28 janvier. — L'arsenal de Lorient a lancé avec succès un grand dock flottant pour hydravion de haute-mer, destiné au port de Cherbourg.

Il réalise les perfectionnements les plus modernes, mesure 30 mètres de long et 10 mètres de large, à un tirant d'eau de 0 m. 53 seulement, mais un déplacement de 127 tonnes.

A la Société des Gens de lettres

Paris, 28 janvier. — Le Comité de la Société des Gens de Lettres, réuni sous la présidence de M. Georges Lecomte, a procédé, dans sa séance du 28 janvier, à l'attribution du Prix Pierre-Corradin, et, à l'unanimité de ses membres, a désigné M. Maurice d'Hartoy, auteur de l'« Homme Bleu ».

Un raid pour hydravion

Oran, 26 janvier. — La mission de Goyas est partie de Colomb-Béchar, à 8 heures, pour Beni-Abbes.

Le raid aérien transafricain

Oran, 26 janvier. — La mission de Goyas est partie de Colomb-Béchar, à 8 heures, pour Beni-Abbes.</

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Syndicalisme et Anarchisme

Je causais ces jours derniers avec un vieux militant de la Maçonnerie-Pierre qui est depuis 1921 section technique du Syndicat unique du Bâtiment.

Ce vieux copain, dans de justes réflexions, me faisait sentir le regret qu'il éprouvait à constater que beaucoup de camarades anarchistes avaient déserté le syndicat, et de ce fait avaient cessé toute action militante au sein du syndicalisme révolutionnaire.

Ces réflexions sont vraies, surtout en ce qui concerne la Section de la Maçonnerie-Pierre. Nombreux sont les copains anarchistes qui ont déchiré leurs cartes syndicales ou qui ont cessé de verser leurs cotisations.

Ce délaissage, cet abandon d'individus, est certainement regrettable.

A qui la faute ? Quelles sont les raisons qui ont créé cet état de choses ?

La faute en est à tous, et les responsabilités retombent sur tous ceux qui n'ont pas osé aller jusqu'au bout de leurs pensées ou qui ont reculé devant les nécessités urgentes qui s'imposaient.

Les raisons sont nombreuses.

Les événements du 11 janvier.

Les décisions d'autonomie des travailleurs du Bâtiment.

Les nombreuses hésitations survenues après ces décisions.

Le manque d'application des décisions d'assemblée générale pour les raisons de ne pas ériser l'unité syndicale.

Le manque d'énergie de certains militants.

Enfin la nécessité de recourir à la première initiative qui imposait la nécessité aux travailleurs du Bâtiment d'aller à l'autonomie et de rester à l'avenir dans cette voie.

Le temps passé dans l'alternative de savoir si les ouvriers du Bâtiment devaient se réfugier dans l'autonomie, ou rester à la C.G.T.U., fut pour toutes leurs organisations un signe de recul.

C'est fini tout cela, puisque le S.U.B. et la Fédération du Bâtiment sont aujourd'hui en dehors des organismes centraux qui sont donc et pieds liés à un parti politique.

Une question se pose maintenant aux anarchistes qui ne sont plus des syndicalistes, et particulièrement à ceux qui furent adhérents à la Section technique de la Maçonnerie-Pierre.

Allons-nous rentrer dans nos sections syndicales pour y reprendre notre activité et apporter notre concours à la lutte quotidienne pour l'amélioration générale des conditions de travail des producteurs ?

Si je me place dans ma situation d'ouvrier, je réponds catégoriquement que notre place est au syndicat, et que même nous n'aurions jamais dû la quitter.

Mais il nous reste des points à éclaircir, car je ne désire nullement que des camarades bien intentionnés viennent dire aux

anarchistes qu'ils veulent subordonner à leur profit le syndicalisme.

Les anarchistes sont-ils des adversaires du syndicalisme révolutionnaire ? Ont-ils une ressemblance avec ces hommes qui agissent par ordre et par raison impérieuse pour détruire, au bénéfice d'un parti, tous les rouages du Syndicalisme ?

Les anarchistes sont-ils des politiciens qui tout comme les autres désirent s'emparer des syndicats pour faire aboutir leur but idéologique ?

Pour ma propre pensée, je dis que les syndicalistes révolutionnaires n'ont rien à craindre des anarchistes. Les anarchistes ne sont pas les ennemis des producteurs, ils se dressent tout comme les syndicalistes révolutionnaires, contre les parasites.

Les anarchistes combattent le salariat, le patronat, comme les syndicalistes.

Les anarchistes se dressent contre toutes les forces autoritaires quelles qu'elles soient, et je crois que les syndicalistes agissent de même.

Ce ne sont que quelques points qui placent face à face le Syndicalisme et l'Anarchisme, et je ne vois nullement dans ces deux forces deux courants opposés.

Le Syndicalisme et l'Anarchisme sont-ils deux forces ennemis, irréconciliables ?

Le Syndicalisme et l'Anarchisme continuent-ils à se bousculer au lénifice de toute l'exploitation capitaliste ?

Le Syndicalisme et l'Anarchisme sont deux courants sociaux qui se dirigent l'un vers l'autre, et qui recherchent dans tous leurs éléments toutes les forces d'affinité qui les dirigeront vers un but commun, c'est-à-dire la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Le Syndicalisme révolutionnaire sera parlementaire ou fédéraliste, il sera avec la politique ou avec les révolutionnaires ; il restera autoritaire ou il deviendra farouchelement libertaire.

Le Syndicalisme et l'Anarchisme sont deux buts communs, seuls les hommes qui défendent ces buts ne savent pas s'entendre pour des raisons diverses.

Si par la suite ce litige s'aplanit, montrant à tous les travailleurs que dans le Syndicalisme il y a place pour tous, pour entreprendre l'action quotidienne pour l'amélioration de notre sort et pour combattre l'institution morale des autoritaires, peut-être que je repasserai le seuil de la Bourse du travail.

Dans le cas contraire je resterai un adversaire du Syndicalisme, soucieux de ne pas apporter de la haine dans les assemblées syndicales.

Je continuerais à l'extérieur mon action de militant, selon mes forces et mes capacités, et je ne craindrais nullement de combattre toutes les idées, car je ne serais avec aucune en dehors de l'Anarchisme !

F. SARNIN.

XII^e REGION FEDERALE DU BATIMENT

Pour la défense du syndicalisme

L'unité, ce mot noble d'espérance a déjà fait couler beaucoup d'encre et fait prononcer de grands, grivois discours pompeux aux fênois immobiles du syndicalisme des deux C.G.T. dont la seule préoccupation est de conserver leur fromage (de Hollande).

Sauvegarder l'indépendance et l'autonomie du syndicalisme est le seul moyen qui s'offre à nous pour réaliser l'Unité.

L'unité est impossible avec les chefs des organismes centraux de la rue Lafayette ; impossible avec les artisans de la haine et de la discorde.

Ceux-là que nous méprisons profondément, qui ont trahi la cause et le but du syndicalisme, ne peuvent être aujourd'hui les reconstruiseurs de l'Unité.

Nul ne peut contester la crise profonde qui mine et terrasse le syndicalisme et la menace d'une épidémie mortelle. (Fonctionnisme inamovible.)

Nous connaissons les raisons qui firent briser l'unité au Congrès de Lille. (Exclusion des syndicats adhérents au C.S.R.)

Il appartient donc aux militants d'envisager sans délai les possibilités, ainsi que les modalités qui conviennent dans notre département pour refaire l'unité ?

Tel est la préoccupation constante et désintéressée des militants syndicalistes révolutionnaires du Rhône.

Jeudi 22 Janvier avait lieu à 20 heures, la réunion de section de la mécanique. L'ordre du jour était celui-ci : Orientation syndicale.

Le bureau de la section fut mis en minorité et démissionna.

Restons les syndicalistes que nous étions hier ; Nous ne pouvons nous associer, être à la remorque des démagogues bourgeois.

Nous refusons de suivre les Prudhomme et les Perretière, qui sont minorité dans la section de la mécanique. Nous nous réservons d'apporter notre collaboration à l'œuvre de déviation syndicale créée par les Jouhaux. Ces pontifes ayant participé officiellement avec les gouvernantes Vivian-Malvy 1914, à l'assassinat collectif de la classe ouvrière de ce pays.

Et bien les amis, réfléchissez : De deux maux, nous choisissons le moindre, restons dans l'autonomie provisoire, en attendant que la minorité et les syndicats autonomes s'organisent à la base, créent entre eux une liaison organique. Qu'ils soient adhérents à l'Union régionale des syndicats autonomes, tout en laissant l'entière liberté, aux syndicats, d'adhérer ou non à l'U.F.S.A.

Il appartient donc aux syndicats autonomes actifs qui sont appelés à fournir par leur propagande un gros appui moral, de déterminer un courant d'opinion chez les travailleurs pour l'action indispensable à mener, qui réalisera l'unité à la base. L'unité n'est possible qu'à cette condition essentielle et unique ; C'est un travail de ténacité, de longue hantise qui ramènera le syndicalisme d'action directe sur son véritable terrain révolutionnaire.

L. FAVRE,
du Syndicat autonome de Lyon.

Amis lecteurs, abonnez-vous !

du syndicalisme révolutionnaire, car il ne peut venir à l'idée d'aucun syndicaliste digne de ce nom de penser que cet idéal peut sombrer au détriment de la politique.

Puisque les agents d'un parti politique veulent briser nos syndicats, nous nous devons de relever le gant et d'intensifier notre propagande syndicale. Aussi, le C. E. de la XIII^e région fait appel à tous les camarades qui sont restés fermement syndicalistes pour l'aider dans son travail de regroupement syndical, en lui indiquant les localités de Seine-et-Oise, Oise, Seine-et-Marne et Loiret, où il y a possibilité de créer des organismes syndicaux se gérant par eux-mêmes et en dehors de toute ingérence extérieure au syndicalisme.

Pour notre regroupement, tous à l'action !

La Commission Exécutive régionale.

P. S. — Pour tous renseignements ou correspondance, s'adresser à l'adresse ci-dessous : camarade A. MATHIS, délégué régional, Eourse du Travail, Bureau 26 (4^e étage), rue du Château-d'Eau, 3, Paris (10^e Arr.).

Dans le S.U.B.

Aux Paveurs et aides et parties similaires. Section technique du S.U.B. — Camarades ! Voici bientôt la fin des mauvais jours, car le temps passe vite. Qu'allons-nous faire ? Resterez-vous aussi inactifs que l'année précédente ? Non, camarades ! Il ne faut pas, il faut que l'année 1925 voie un redoubllement d'efforts de notre part et ce que nous n'avons pu malheureusement arracher antérieurement, nous l'aurons bientôt, c'est-à-dire, notre cahier de revendications, c'est pourquoi nous vous convions tous à venir affirmer votre volonté à l'Assemblée générale qui se tiendra à la Bourse du travail, rue du Château-d'Eau, petite Salle des Grèves, le Dimanche 1er Février 1925, 9 heures du matin.

Le boulot y est dégueulasse ! Il faut un outillage spécial (marre, clef anglaise, burin...) pour pouvoir démonter de grands batisse en bois et fer qu'il faut « barbouiller ». Les quelques salauds qui y travaillent sont remplis de m... de la tête aux pieds et de plus le travail est surveillé par une espèce de juge qui n'a pas l'air comique.

Le Conseil.

4 LA COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

Le conflit des eaux s'aggrave

Sans réponse aux lettres et ordres du jour qu'ils ont adressés au préfet de la Seine et à la direction de la Compagnie générale des Eaux concernant l'indemnité d'attente de 500 francs, l'application de l'article 7 de la loi du recrutement, et la création de la Commission paritaire.

Les ouvriers des usines de la Compagnie générale des Eaux ont manifesté leur mécontentement par deux manifestations :

L'une à Choisy-le-Roi, Paris, au nombre d'une centaine de la maison du peuple, les manifestants ont traversé la ville de Choisy-le-Roi dans le plus grand calme et massés à la porte de l'usine, ils ont alors crié de : « nos 500, article 7 », déposé près du chef d'usine un ordre du jour énergique ;

Il en fut de même à Neuilly-sur-Marne, autre importante usine de la Compagnie générale des Eaux, où après bien des pourparlers ils ont pu trouver le chef d'usine et lui remettre le même ordre du jour.

Dimanche 1er Février une réunion générale de tout le personnel syndiqué aura lieu à la Bourse du travail et si aucune décision n'intervient, le personnel est décidé à faire grève.

SYNDICAT AUTONOME DE L'HABILLEMENT

Un ordre du jour

Le Syndicat Autonome de l'Habillement du Rhône, après un examen général de la situation syndicale locale et nationale,

Considérant d'une part l'asservissement de la C.G.T. et de la C.G.T.U. à des partis politiques qui obligent ces organismes centraux à renier la conception du syndicalisme telle qu'elle est définie par la Charte d'Amiens qui a toujours été le guide du Syndicat de l'Habillement dans son action corporative et sociale ;

D'autre part, la maladie ou un accident quelconque pouvant survenir au trésorier général, la C. E. et le Bureau ont pensé qu'il était nécessaire de nommer un trésorier adjoint, non rétribué, qui pourra automatiquement remplacer le trésorier général défaillant afin de ne pas gêner la bonne marche de l'organisation.

Donc, les sections techniques, les syndicats, doivent faire le nécessaire pour faire parvenir les candidatures aux postes suivants : trésorier général appointé ; trésorier adjoint non appointé.

Les candidatures sont reçues dès aujourd'hui au bureau 10. La liste sera close le dimanche 8 février.

Cours professionnels

MENUISERIE. — A 20 h. 30, 8, avenue Maillot-Moreau, salle Fernand-Peltier.

Communications diverses

Club du Faubourg. — Le Club organise ce soir, au théâtre de la Fourni, un grand débat :

« Pour et contre les Courses de Taureaux ; sport ou barbarie ? Doit-on autoriser une corrida à Paris ? », avec les orateurs de l'Union Taurophile contre ceux de la Société Protection des Animaux. On entendra, pour la partie théâtre, Mme Musidora, le député Ybarra, MM. Serge Véber, J.-J. Renaud, Charles Lamy, Daniel Goldfarb, etc. ; pour la seconde, M. Bonhommie, président de la Société Protection des Animaux, qui a convié comme témoins Mmes Colette, Rachilde, Moreno, MM. Gustave Téry, Clément Vaute, Emile Desvaux, etc. Encore un débat animé en perspective.

Comité « L'Entr'aide ». — Nous prévenons les camarades du Comité de l'Entr'aide de la prochaine réunion du Conseil, auquel ils se feront un devoir d'assister ce soir, à 19 heures, 30, permanence du Syndicat des Terrassiers, Bourse du Travail, 4^e étage.

Ordre du jour : Discussion sur l'Entr'aide, et contrôle.

« Nos Chansons », n° 8. — Chansons : Le Vrai Devou (paroles et musique de Xavier Prin) ; Aux Responsables (P. Méropis et L. Billaud) ; Gros-Jean de quoi plains-tu ? (F. Moret et R. Chantegrelle) ; Reconstruction (F.-H. Jolivet) ; Hymne (E. Bizeau et Pauline Comme) ; Chant du Drapier noir (L. Loral) ; Les Béats (M. Elvige et L.-A. Drocois) ; L' Internationale des Enfants (S. Faure).

Récit : Propagande des Chansons (E. Pottier) ; Le Berlaud (M. Hallé) ; Les Petits et les Grands (E. Poitevin) ; Il faut payer (L. Roux) ; La Pénétration pacifique du Maroc ; Dialogue de Masse.

Prix net, un franc ; franco, 1 fr. 25.

Adresser les commandes au nom du camarade Coladant, 51, rue du Château-d'Eau (salle des Aviateurs), Paris (10^e). Compte chèque postal : Paris, 501-31.

Fédération des Locataires de la Seine. — Localisations du 20. — Renseignements juridiques, de 20 heures à 22 heures, 50, rue Ménimontant.

— A 21 heures précises, au siège de la Fédération, 158, rue Lafayette, Commission juridique (les tarifs).

Le Gérant : GEORGES LACHAUME

Imprimerie spéciale du *Libertaire* 10-12, rue Paul-Lelong, Paris.

— Travail exercé par des ouvriers syndiqués

Le Gérant : GEORGES LACHAUME

Imprimerie spéciale du *Libertaire* 10-12, rue Paul-Lelong, Paris.

— Travail exercé par des ouvriers syndiqués

Le Gérant : GEORGES LACHAUME

Imprimerie spéciale du *Libertaire* 10-12, rue Paul-Lelong, Paris.

— Travail exercé par des ouvriers syndiqués

Le Gérant : GEORGES LACHAUME